

2.3.2. Mill, la synthèse parfaite de l'économie classique

John Stuart Mill, le fils de James Mill, est le génial compilateur de l'économie classique. Il en fait la synthèse qu'il présente avec plus de clarté mais aussi plus de nuance que ses prédécesseurs. « Pendant toute la seconde moitié du XIXe siècle, les Principes d'Economie Politique de Mill furent la bible incontestée des économistes »¹. Cet ouvrage date de 1848, mais sa lecture demeure intéressante au XXIe siècle.

Concernant la valeur d'échange, Mill fait une remarque préliminaire très importante. Il est toujours question du prix d'un bien comme si tous les acheteurs payaient le même prix pour une même marchandise. Mill estime que sur les marchés de gros, règne en effet un prix unique. Par contre, sur le marché du commerce de détail, la multitude des prix prévaut. La faute en est imputable aux consommateurs, qui ne se donnent pas la peine de toujours rechercher le meilleur prix. Si les consommateurs étaient plus rigoureux, la concurrence entraînerait l'avènement d'un prix unique. Donc toute théorie de la valeur n'est valide que moyennant l'hypothèse « supposing all parties to take care of their own interest »². La conception selon laquelle la concurrence conduit à un prix unique, loin d'être propre à Mill, est largement partagée.

Comme les autres économistes classiques, Mill croyait à la détermination de la valeur par le coût de production. Mais il analyse plus à fond le lien entre cette loi et jeu de l'offre et la demande sur le marché.

Deux conditions doivent être réunies pour qu'un bien quelconque représente une valeur : il doit être utile et « there must be some difficulties in its attainment ». Ladite difficulté provient soit d'une limitation absolue de la disponibilité du bien, soit des efforts qu'il faut mettre en œuvre pour le produire. A partir de là, Mill distingue trois cas :

- 1- le bien est absolument limité en quantité. C'est le cas de vignobles de grand crû. ou des œuvres d'art.
- 2- le bien peut être produit à volonté moyennant le travail et l'investissement du capital nécessaire. C'est le cas le plus courant.
- 3- le cas intermédiaire : la production d'une plus grande quantité du bien, toujours possible, entraîne un accroissement de son coût.

Les biens du premier cas, en quantité limitée, voient leur prix déterminé exclusivement par la loi de l'offre et de la demande.

Outre des raisons naturelles, l'offre peut aussi être limitée artificiellement : c'est le monopole. Le monopoleur peut fixer le prix aussi haut qu'il le désire, mais il ne le peut qu'en limitant l'offre.

Dans le deuxième cas, lorsque les biens peuvent être produits sans limite, leur prix est également déterminé par l'offre et la demande. Mill imagine la situation où l'offre et la demande aboutissent à un prix inférieur au coût de production. Alors, le bien ne sera tout simplement pas mis en production. Les capitalistes n'admettront pas de supporter des pertes si ce n'est de façon tout à fait temporaire. Le coût de production est donc un minimum et ceci est également vrai pour les biens de la première catégorie. Pour les

¹ Blaug [35] p. 209.

² Mill [258] § 3.1.5.

biens de la deuxième catégorie, ce minimum est en même temps un maximum, car des profits plus élevés attireraient de nouveaux offreurs, ce qui ramènera le prix au niveau du coût de production. L'offre et la demande ne déterminent pas le prix, mais permettent à celui-ci de se fixer à son niveau naturel. Les écarts sont nécessairement temporaires.

Mill donne l'exemple d'un progrès technique abaissant le prix de revient. Tant que le prix de marché n'a rejoint le nouveau coût de production, les profits excédentaires attireront de nouveaux producteurs, ce qui accroîtra l'offre. Selon Mill, il n'est même pas nécessaire que ces nouveaux producteurs arrivent effectivement. Les offreurs en place auront intérêt à réduire leur prix de vente simplement pour dissuader les nouveaux entrants.

Dans le troisième cas, le prix est déterminé par le coût de production dans les circonstances les moins avantageuses. Il laissera une rente aux producteurs favorisés. On reconnaît ici l'empreinte de Ricardo.

La démonstration de Mill est magistrale. Il analyse séparément les trois cas, mais il montre que fondamentalement, c'est la même loi qui est à l'œuvre dans chacun d'eux.

Mill s'attache à un cas particulier de la loi de la valeur : *la production jointe*. Il s'agit d'un processus de production dont sortent différents biens, sans qu'il soit possible de produire l'un sans l'autre. Par exemple la viande de mouton et la laine ou la viande de bœuf et la peau à tanner. La viande de mouton et la laine ont un coût de production commun qui détermine la somme de leurs prix. Mais la façon dont cette somme se répartit entre les deux composants est fonction exclusivement de l'offre et de la demande de chacun d'eux.

Ne quittons pas la loi de l'offre et la demande sans mentionner deux remarques que Mill fait à son sujet :

- A propos de la demande, seule compte la *demande solvable* : « A beggar may desire a diamond ; but this desire, however great, will have no influence on the price »³.
- Mill découvre un paradoxe : le prix dépend de l'offre et de la demande mais celles-ci dépendent du prix : « How to solve the paradox of two things each depending upon the other ? »⁴. Il s'escrime à apporter une explication, sans vraiment clarifier⁵.

Dans le sillage de Ricardo, Mill revient sur le concept de *période de production*. Il donne l'exemple suivant. Imaginons que la quantité de travail et les matières premières pour produire un litre de vin ou un mètre carré de tissus soient parfaitement identiques.

³ Mill [258] § 3.2.3.

⁴ Mill [258] § 3.2.3.

⁵ Il n'y a de paradoxe qu'en apparence. Mathématiquement, il y a deux fonctions $D=f(p)$ et $O=g(p)$ qui donnent respectivement les quantités demandées D et les quantités offertes O aux différents prix p . Lorsque je dis que l'offre et la demande dépendent du prix, je m'attache en fait aux dépendances fonctionnelles f et g . Lorsque je dis que le prix dépend de l'offre et la demande, il ne s'agit pas d'une dépendance fonctionnelle mais de la résolution du système d'équations dont le prix et la quantité sont les inconnues.

Pour obtenir un vin vendable, il faut le conserver en fut pendant cinq ans alors que le tissu est mis en vente beaucoup plus rapidement. Le litre de vin coûtera plus cher que le mètre carré de tissus car le prix doit couvrir cinq années de profit accumulé suivant la formule de l'intérêt composé. « All commodities made by machinery are assimilated, at least approximately, to the wine in the preceding example »⁶. Plus grande est la proportion du capital fixe dans le capital total, plus élevée sera la part des profits dans le prix. Une durée de vie (et d'amortissement) plus longue de ce capital aura le même effet.

Mill consacre un important chapitre à la nature du capital, du profit et de l'intérêt. Le capital est toujours et nécessairement le résultat de l'épargne, celle-ci étant définie comme l'excédent de la production sur ce qui est consommé. Pour expliquer l'acte d'épargne, Mill reprend le concept d'abstinence qui a été avancé par son contemporain W.N. Senior. L'épargne est un renoncement à une consommation. A côté de l'acte volontaire d'épargne qui permet à l'individu d'accumuler du capital, Mill attire l'attention sur *l'épargne forcée* à laquelle sont voués les esclaves et qui accumule le capital dans d'autres mains que les leurs ; toutefois, même dans ce cas, le capital ne peut s'accumuler que si le capitaliste renonce volontairement à consommer le produit de l'épargne forcée qu'il a imposée à ses esclaves.

L'une des propositions clés du chapitre est « that industry is limited by capital »⁷. On peut rapporter cette phrase un peu mystérieuse à la *théorie du fonds des salaires* déjà présente chez Smith. Le capital crée l'emploi. Le capital fixe et le capital circulant sont mutuellement nécessaires l'un à l'autre ; le capital circulant avance les salaires. Mill affirme qu'en accroissant indéfiniment le capital, on peut accroître l'emploi sans autre limite que la main d'œuvre disponible. En conséquence, Mill dénonce cette opinion répandue mais complètement fautive, « that the unproductive expenditure of the rich is necessary to the employment of the poor »⁸. Au contraire, l'épargne des riches est nécessaire. Le capital circulant qui en résulte créera du pouvoir d'achat dans les classes laborieuses, ce qui maintiendra la demande des produits de consommation à un niveau suffisant pour absorber le produit de l'investissement.

Le profit est ce qui reste à l'entrepreneur lorsqu'il a payé les avances à la production : salaires, machines et matières. Manifestement, l'économie à laquelle s'intéresse Mill est celle d'entrepreneurs capitalistes qui dirigent eux-mêmes leur firme. Le profit rémunère trois contributions : l'abstinence, le risque et le travail de l'entrepreneur. La rémunération de l'abstinence sans plus s'appelle l'intérêt. Alors que le taux de profit peut varier d'une branche à l'autre du fait du risque, le taux d'intérêt tend à l'égalité entre les branches vu les transferts de capital. On voit que l'analyse de Mill n'est pas adaptée aux sociétés par actions.

Si l'on considère l'économie dans son ensemble, dans le produit final, tout ce qui n'est pas du profit est du salaire. « We thus arrive at the conclusion of Ricardo and others, that the rate of profit depends on wages; rising as wages fall and falling as wages rise »⁹. Mill distingue toutefois le *coût du travail* et le salaire. Des salaires élevés pour

⁶ Mill [258] § 3.4.5.

⁷ Mill [258] § 1.5.1.

⁸ Mill [258] § 1.5.3.

⁹ Mill [258] § 2.15.7.

un travail efficace représentent un coût du travail moindre que des salaires bas pour un travail inefficace.

De quels facteurs dépendent le taux de profit et le taux d'intérêt ? « To popular apprehension it seems as if the profits of business depended upon prices. A producer or dealer seems to obtain his profits by selling his commodity for more than it cost him »¹⁰. Ceci n'est qu'une observation superficielle ; la cause réelle du profit est que le travail produit plus que ce qui est nécessaire à son entretien. Le profit naît dans la production et non dans l'échange. Cette idée deviendra plus tard l'un des leitmotivs de l'économie marxiste.

Mill estime que le déclin du taux de profit est la contrepartie inévitable de l'accroissement général du capital investi ; ce taux finira par atteindre un niveau insuffisant pour inciter à l'épargne ; c'est donc l'état stationnaire qui nous attend à longue échéance. Mill rend même « sa » chute du taux de profit plus probable que celle de Ricardo, car l'augmentation de la population n'est plus une condition nécessaire ; à population constante, plus de capital signifie des salaires plus élevés – en vertu de la théorie du fonds des salaires- et donc moins de profit. Un tel enchaînement implique la condition que toutes autres choses restent égales ; Mill admet que certains phénomènes freinent cette évolution, comme l'innovation technologique qui réduit le coût des biens de consommation ouvrière, l'importation de biens à bas prix, l'exportation de capitaux ; mais –selon lui- à long terme ils se révéleront insuffisants pour la contrecarrer.

Mill s'intéresse aussi au progrès technique. Le remplacement du travail par du capital fixe, est-il source de chômage ? Beaucoup d'économistes apportent une réponse optimiste basée sur l'argument que le progrès technique diminue le coût de production, et qu'aux prix réduits qui s'ensuivent, la demande pourra absorber la production accrue. Mill est également assez optimiste, mais il reconnaît que l'argument ci-dessus ne suffit pas. D'abord, les travailleurs qui ont perdu leur emploi diminuent leur demande des produits. Ensuite et surtout, pour occuper autant de travailleurs qu'avant, il faut plus de capital : le capital fixe a augmenté du fait de l'acquisition des nouvelles machines ; mais le maintien de l'emploi implique que soit maintenu le capital circulant. D'où proviendra ce capital supplémentaire ? Ce qui justifie l'optimisme de Mill, c'est la vision globale d'une économie en croissance quasi permanente. Les firmes y font régulièrement du profit et une partie de ce profit est réinvestie pour financer les investissements ; le capital fixe a donc une source de financement permanente et assez stable, qui n'exige pas la réduction du capital circulant affecté aux salaires. Néanmoins, Mill n'exclut pas qu'à court terme, les innovations techniques jettent des travailleurs au chômage. Il réclame pour eux l'aide des pouvoirs publics. La vision de Mill sur le progrès technique et sa théorie de la chute du profit, ne forment-elles pas un ensemble un peu schizophrénique ?

L'ouvrage se termine par un chapitre dénonçant les MAUVAISES raisons poussant les Etats à intervenir dans l'économie, suivi d'une énumération des BONNES raisons. Voyons d'abord les mauvaises :

- 1- Les lois qui fixent un taux d'intérêt maximum. Si le taux du marché se monte à, par exemple, 6%, la limitation à 5% frustrera une partie de la demande de capitaux.

¹⁰ Mill [258] § 2.15.4.

- 2- La fixation d'un prix maximum pour la nourriture. L'offre de produits alimentaires se réduira, à moins que des subventions ne soient accordées aux fermiers. Dans ce cas, le public paiera quand même le prix plein de sa nourriture, dont une partie via les impôts.
- 3- Les lois contre le monopole doivent se garder d'empêcher l'inventeur de profiter des surprofits générés par son invention.
- 4- Les lois contre les coalitions de travailleurs (généralisées au XIXe siècle). Mill ne croit pas que les associations ouvrières soient capables de maintenir durablement le salaire au-dessus de son prix de marché. Mill, à la suite de Smith rappelle l'importance du marchandage dans l'émergence du prix de marché. Les coalitions et les grèves sont une technique de marchandage qui permet simplement aux salariés de composer avec les employeurs sans y perdre. « Associations of labourers, of a nature similar to trades unions, far from being a hindrance to a free market for labour, are the necessary instrumentality of that free market »¹¹.

En vertu du fait que les intéressés sont les meilleurs juges quant aux moyens d'atteindre leurs fins, Mill conclut que « Laisser-faire, in short, should be the general practice: every departure from it, unless required by some great good, is a certain evil »¹². Dans cette optique, Mill défend l'intervention de l'Etat dans les cas suivants :

- 1- L'instruction obligatoire gratuite.
- 2- Les services qui ont tendance à devenir naturellement des monopoles comme l'eau, le gaz...
- 3- Les clauses des contrats qui imposent à une partie un engagement irrévocable pour une durée illimitée doivent être proscrites.
- 4- « There are matters in which the interference of law is required, not to overrule the judgement of individuals respecting their own interest, but to give effect to that judgement: they being unable to give effect to it except by concert, which concert again cannot be effectual unless it receives validity and sanction from the law »¹³. Mill donne l'exemple de plusieurs agents en concurrence qui voudraient chacun limiter leur temps de travail à neuf heures par jour mais dont aucun n'ose en prendre l'initiative, du fait de la perte majeure qu'il encourrait s'il était seul à limiter son temps de travail. Le prescrit légal sera la seule issue à ce blocage paradoxal.
- 5- L'assistance aux pauvres. « If the poor are left to individual charity, a vast amount of mendacity is inevitable »¹⁴.
- 6- Les expéditions scientifiques, si les perspectives bénéficiaires ne sont pas suffisantes pour motiver l'initiative privée.

*

Ricardo : voir extrait 2

¹¹ Mill [258] § 5.10.5.

¹² Mill [258] § 5.11.7.

¹³ Mill [258] § 5.11.12.

¹⁴ Mill [258] § 5.11.13.